

DYNAMIQUES

HISTOIRE SOCIALE EN REVUE



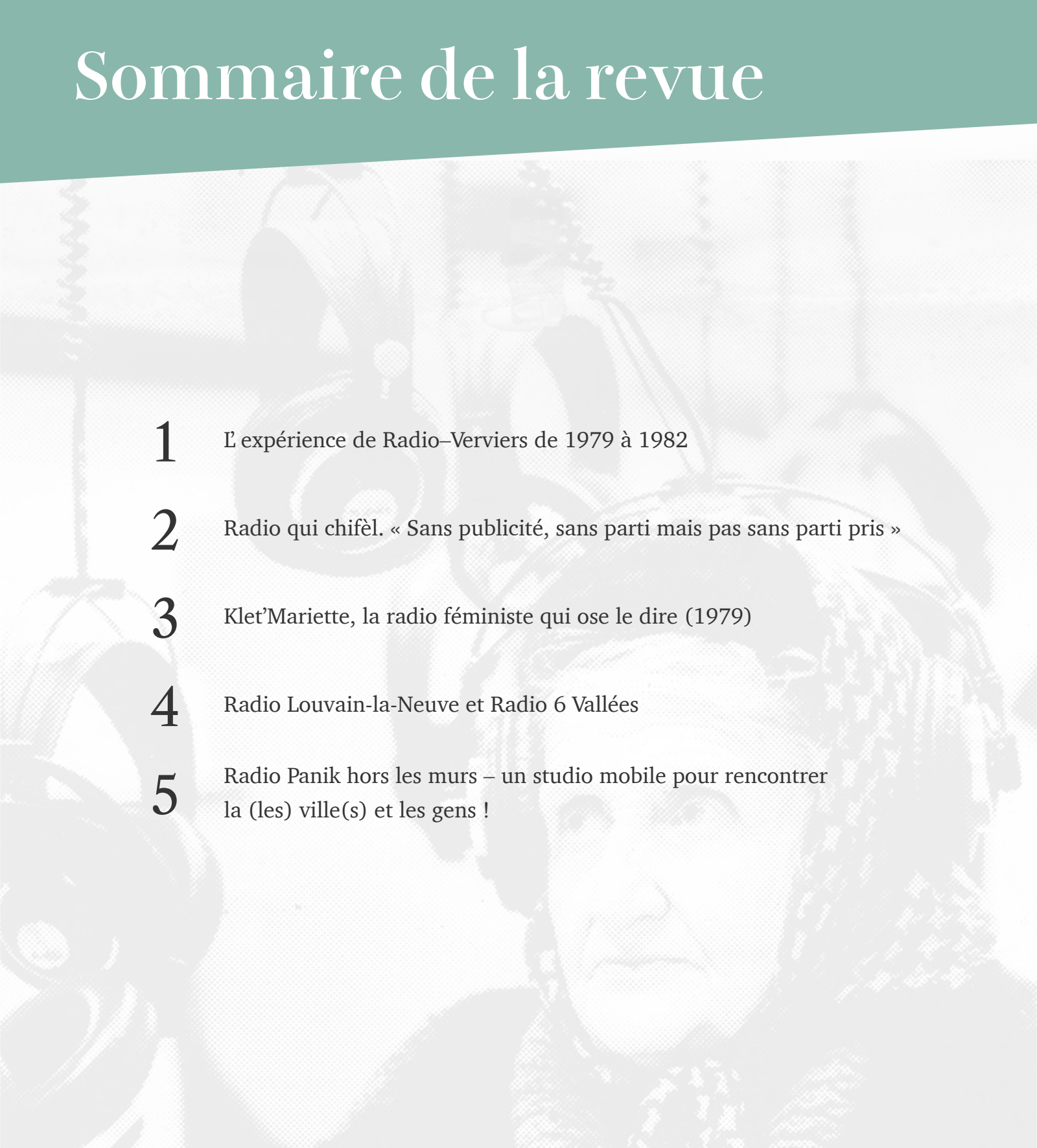
Écoutez les aventures et mésaventures des radios libres

Volet II : Cinq récits de radios libres, locales et militantes

La revue du CARHOP n° 28
Octobre 2025



Sommaire de la revue

- 
- 1 L'expérience de Radio-Verviers de 1979 à 1982
 - 2 Radio qui chifèl. « Sans publicité, sans parti mais pas sans parti pris »
 - 3 Klet'Mariette, la radio féministe qui ose le dire (1979)
 - 4 Radio Louvain-la-Neuve et Radio 6 Vallées
 - 5 Radio Panik hors les murs – un studio mobile pour rencontrer la (les) ville(s) et les gens !

Contacts
Éditeur responsable :
François Welter

Coordinateur.trice.s :
Marie-Thérèse Coenen
et Anne-Lise Delvaux

Comité de lecture
Marie-Thérèse Coenen
et Anne-Lise Delvaux

Mots-clés
- Culture et éducation
- Mouvements sociaux
et citoyenneté
- Vie quotidienne
et sociabilité

L'expérience de *Radio-Verviers* de 1979 à 1982

Freddy Joris

(Alternative libertaire, Asbl 22 mars,
n° 63, juin 1984, p. 17.)



C'est en 1978 que se font entendre, pour la première fois depuis l'instauration en 1945 d'un monopole de fait au bénéfice des instituts publics de radiodiffusion, des radios établies en Belgique (et non plus en mer, comme la mythique Radio Caroline) et émettant sur la bande FM (fréquence modulée). Elles s'autoproclament « radios libres » ou « radios locales », selon leur degré d'engagement militant ou... commercial.

Radio Caroline

Radio pirate mais pas libre

On les appelait radios-pirates parce qu'elles émettaient depuis des navires ancrés en-dehors des eaux territoriales et vers le milieu des années soixante, il y avait des dizaines de stations basées quelque part dans la Manche entre l'Angleterre et la Hollande.

La plus célèbre, qui fut aussi la première du genre, s'appelait Radio-Caroline et émettait 24h sur 24 avec ce qui se faisait de plus à la mode en matière de pop music à l'époque (1964).

Radio-Caroline fut fondée par un Irlandais ambitieux, Ronan O'Rahilly parce qu'il voulait briser le monopole de la BBC qui ne passait que de la musique ternie. Avec l'aide d'un expert en électronique et de quelques disc-jockeys (animateurs) ambitieux, il a lancé SA radio avec un succès foudroyant.

En trois semaines, Radio-Caroline avait sept millions d'auditeurs et des milliers de lettres de fans chaque jour. Leur programmation était presque exclusivement musicale et publicitaire et correspondait idéalement à ce que la majorité des jeunes de l'époque souhaitaient entendre. Les agences de publicité ont immédiatement flairé tout le marché potentiel que

constituait la jeunesse des années soixante et elles ont permis à Radio-Caroline de devenir un empire commercial dont le taux d'écoute surpassa en 1967 celui de la BBC.

En août 1967, avec une audience de 25 millions de personnes et un revenu publicitaire en hausse de 30%, Radio-Caroline est obligé d'arrêter ses opérations, officiellement du moins. Le gouvernement britannique menace les disc-jockeys d'extradition et refuse de payer à la direction les revenus anglais de Radio-Caroline. O'Rahilly ne s'avoue pas vaincu, il installe ses bureaux à Baam en Hollande et envisage de s'approvisionner depuis le continent plutôt que depuis l'Angleterre. Malheureusement, les émissions sont de plus en plus souvent brouillées et Caroline perd tout son impact.

Ce qui est intéressant, c'est qu'immédiatement après avoir mis les stations-pirates hors d'état de nuire, la BBC a engagé les meilleurs disc-jockeys pirates et a radicalement transformé sa programmation en lançant, en septembre 1967, «Radio-One», la chaîne «progressiste» de la BBC, une chaîne où il y aurait un maximum de musique pour un minimum

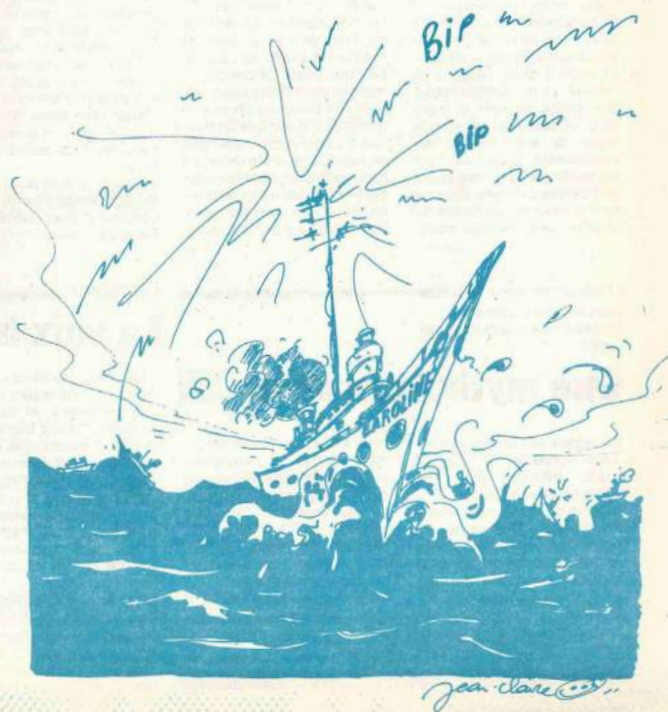
de bla-bla. Si le contexte vous semble familier, à nous aussi. On croyait Caroline enterrée, mais cette semaine, elle annonce son «come-back»!

En effet, à partir du 19 avril 81, c'est le dimanche de Pâques, chers fidèles) Radio-Caroline émettra à nouveau depuis le large des côtes anglaises avec une formule «hits contemporains anglosaxons» 24h sur 24.

Cette fois-ci, Radio-Caroline a été enregistrée comme compagnie officielle à New-York et revient à la charge avec un navire deux fois plus grand que le précédent, dont le mât a 75 mètres et où on peut caser 70 personnes.

Le financement de cette entreprise est tout à fait international et démarre avec un fond de roulement de 10 millions de dollars, grâce à Coca-Cola, les chewing-gums Wrigley's et les Jeans Levi's. La minute de publicité coûte entre 475 et 500 dollars (soit 15.000 Fb), mais comme sur les stations de radio américaines (rassurez-vous) il n'y aura pas plus de 18% de publicité par heure!

Radio-Caroline compte avoir un public initial de huit millions et espère récupérer les 25 millions d'auditeurs qu'elle avait il y a quinze ans.



Radio Caroline, la radio pirate qui émet depuis la mer.
Article du *POUR écrire la liberté*, n° 352, mars 1981, p. 21.

A

lors illégales, ces premières radios libres francophones naissent soit pour défendre des objectifs ponctuels de nature politique, comme l'opposition à la construction d'un barrage (Radio Eau Noire) ou le refus du nucléaire (Radio Irradiée, Radio Activité), soit dans les agglomérations urbaines pour cristalliser divers mouvements militants. Le phénomène verviétois semble, lui, assez unique puisque la radio libre y

est créée par une branche de la FGTB, la Centrale des métallurgistes, qui y voit un nouveau vecteur de lutte.

Les métallos FGTB de Verviers, et en particulier leur secrétaire permanent depuis 1976, Marcel Bartholomé, sont en effet à l'origine de la création, en juin 1979, de la première radio libre locale, cent pour cent militante, sans être pour autant, bien loin de là, « la voix du syndicat ». Après plusieurs mois de réunions préparatoires, Radio-Verviers émet à partir de septembre, sans aucune publicité commerciale, bien sûr, et dans l'anonymat et la

clandestinité qui s'imposent, puisque les radios libres font alors l'objet de poursuites, de saisies et de procès.

Le principal animateur de ces ondes rouges est un militant CGSP de l'Administration des eaux et

économique, sportif, musical, etc.) ; surtout être un outil pour la défense de la démocratie, des travailleurs et de leurs droits »¹. Assez rapidement après ses premiers pas, l'émission hebdomadaire passe à une durée de deux heures et est rediffusée, toujours le mercredi, à 18 heures en plus de midi.

Par l'intermédiaire de Fatima Correia, alors compagne de l'auteur de ces lignes, l'équipe de Radio-Verviers rencontre rapidement un autre groupe militant s'investissant lui aussi dans la production d'une information régionale alterna-

tive : le premier numéro du mensuel *La Vesdre-La Loupiotte*, dont le titre parodie lourdement *La Meuse-La Lanterne*, voit le jour en octobre 1979, un mois après la première émission de Radio-Verviers. Il naît lui aussi d'une longue gestation, sous l'impulsion conjointe de Pierre Giet, Jean-Luc Vidua et Freddy Joris. Leur mensuel va connaître treize numéros d'octobre 1979 à octobre 1980, conçus au cours de multiples réunions préparatoires dans la fumée et les chopes de deux cafés du centre-ville.

Produit de l'asbl « Collectif verviétois d'information », ce périodique au ton hautement militant est alors péniblement, mais copieusement alimenté et mis en page par ses trois fondateurs, leurs compagnes (Francine Jamar et Fatima Correia), leurs amis (Bruno Krins et Gaby, Jean-Marc Fonsny et Annick Lejeune, Bruno Lemarchand, Jeanine Chaineux, Mohamed) ainsi que Jean-Pol Mawet et Pol Noël. Les militants chrétiens André Baguette et Philippe Joachim, le cinéaste et éditeur Paolo Zagaglia, la fondatrice du « Collectif contraception », Claire Debaar, y contribuent épisodiquement eux aussi.

Du haut de ses modestes 300 exemplaires, *La Vesdre* fait largement écho aux activités du Collectif contraception, d'Amnesty international et de bien d'autres mouvements, politiques ou autres,



Logo de Radio-Verviers.
Archive personnelle de l'auteur.

forêts, Pierre Renier. Lui et son comparse Jean-Claude Raskin forment le duo des « Mégalos ». À leurs côtés, ce sont essentiellement des délégués des Métallos FGTB travaillant dans diverses usines du secteur qui s'investissent derrière les micros : Henri Schumacker, Robert Botterman, Pierre Backès, Claude Desonnay, entre autres. Un journaliste de *La Wallonie*, Jean-Claude Urlich, est aussi de la partie, tout comme deux collaboratrices de la Fondation André Renard, Hélène Renard et Fatima Correia.

Chaque émission hebdomadaire est d'une durée d'une heure, seulement au début. Elle est enregistrée un soir de semaine, dans un local de la FGTB à Eupen (en région germanophone) et diffusée sur la fréquence 102, le mercredi midi, depuis le bureau personnel de Marcel Bartholomi à la Maison syndicale de Verviers ; un endroit où la police ne pénétrerait qu'après mûre réflexion, se disent les animateurs et animatrices...

Radio-Verviers annonce d'emblée sa couleur : « donner la parole à tous ceux, toutes celles, tout groupe ou association, qui, promotionnant la démocratie, veulent collaborer à l'information locale ou favoriser et défendre l'expansion culturelle et économique de notre région ; en général, donner une information en majorité régionale, et ce à tous les niveaux (culturel, politique, social,

dans lesquels ses rédacteurs et rédactrices sont par ailleurs engagés. Assez logiquement, à l'été 1980, plusieurs personnes du mensuel rejoignent l'équipe de Radio-Verviers pour y animer de nouvelles émissions : Joris et Correia créent une série historique, leurs amis Marc Seel, Michèle Manguette, Martine Dechenne les accompagnent dans l'aventure.

En juin 1980, Radio-Verviers déménage son studio clandestin à Verviers, rue de Dison, dans les caves d'une ancienne imprimerie désaffectée². Dès ce moment, l'intention de l'équipe d'animation est d'arriver progressivement à émettre beaucoup plus que deux heures, d'abord sur la journée du mercredi toujours, ensuite à d'autres moments de la semaine.

Le programme de la radio est constitué d'interviews (« Un métier et ses problèmes », par exemple), de flashes économiques, écologiques, sociaux, politiques, de dossiers parfois volumineux sur des problèmes régionaux et locaux, d'un agenda culturel, d'une rubrique « nature », d'une chronique historique et de beaucoup de musique. Au total, autour du duo Renier-Raskin, la réalisation et l'enregistrement des émissions mobilisent une bonne vingtaine de personnes.

Radio-Verviers ne se fait pas une très grosse publicité à ses débuts, mais elle signale tout de même son existence par voie de communiqués de presse et par la distribution dans toutes les boîtes aux lettres de la ville d'un tract invitant à écouter l'émission.

Le cadre législatif est cependant en train de changer. Dès la fin de 1978, sous l'impulsion du ministre de la Culture française de l'époque, le socialiste Jean-Maurice Dehousse, on réfléchit côté francophone à un statut des radios « libres » et le social-chrétien verviétois Melchior Wathélet dépose, en mars 1980, avec son collègue socialiste Valmy Féaux, une proposition de décret en ce sens, qui sera adoptée en juillet 1981.

Entretemps, alors que la majorité des premières radios libres étaient du type associatif et militant, des radios à vocation purement commerciale puis ouvertement lucrative voient le jour, à commencer par Radio-Contact en février 1980. Loin de se vouloir complémentaires à la RTBF, comme les radios militantes, elles s'opposent à celle-ci et s'ouvrent à la publicité dès 1982. Elles profitent donc vite de la libéralisation des ondes : devenant de plus en plus importantes en termes d'audience et dépassant rapidement en nombre – et en qualité aussi – les radios associatives, elles s'organisent en réseaux et contribuent à un fort mouvement



Dessin pour la libéralisation des radios dans le *POUR écrire la liberté*, n° 258, 17-25 mai 1979, p. 28.



Illustration de l'arrivée de ces radios commerciales dans le périodique *POUR écrire la liberté*, n° 404, 18-24 mars 1982.

de concentration. Dix ans après l'épopée des radios clandestines des années 1978-1979, leur reconnaissance en 1981 débouche sur un décret d'un ministre libéral en 1987, supprimant toute restriction au recours à la publicité. Entretemps, les radios libres ont fait place aux réseaux privés de Radio Contact, RFM et *tutti quanti*...

Outre cette concurrence, Radio-Verviers doit aussi compter avec la réaction de la RTBF elle-même, qui décide de créer son propre réseau de « radios de base » en février 1981. C'est dans ce cadre qu'a lieu, le 11 août 1982, la présentation officielle de Radiolène, nouvelle antenne verviétoise de la RTBF, en présence du rédacteur en chef de la

RTBF Liège, Jean-Marie Peterkenne. À cette occasion, ce dernier insiste sur le désir de voir cette seconde expérience de radio de base (après Charleroi et en même temps qu'Arlon) se développer ailleurs. Certain.e.s observateurs et observatrices soutiennent que ce centre sous-régional est créé essentiellement pour répondre aux « agressions » répétées des radios libres, dont Radio-Verviers.

Les métallos de la FGTV verviétoise et leurs « compagnons de route » ne restent pas inactifs dans ce contexte agité. Dans la foulée du décret de septembre 1981, et sans attendre la reconnaissance officielle qui ne viendra que plus tard, ils constituent une association de fait destinée à devenir

asbl sous la présidence de Pierre Renier, où se retrouvent tous les précités. En octobre, en vue des élections législatives, c'est un débat entre des candidat.e.s du PS, du PCB, d'Ecolo, du Rassemblement wallon, du PTB et de la LRT qui est diffusé sur les ondes. Le mois suivant, plusieurs centaines de personnes participent à une soirée dansante pour fêter l'enregistrement de la 100^e émission, réalisée sur place. Dans la presse écrite qui relaie l'évènement, les visages de l'équipe d'animation restent masqués, car on surfe encore pour quelques mois sur la frontière de la légalité.³

Un an plus tard, lors de l'inauguration des nouveaux locaux de la FGTV, situés Galerie des Deux places en plein centre-ville, Radio-Verviers, ayant obtenu sa reconnaissance officielle, frappe un grand coup, toujours sous la conduite de Pierre Renier, épaulé par Marcel Bartholomi. Elle émet désormais en direct depuis une cave, toujours dans la Galerie des Deux places, mais désormais au vu et au su de tous, du lundi au vendredi, de midi à minuit, et le week-end dès 8 heures du matin.

« RADIO VERVIERS » a fêté sa centième émission par une soirée dansante au « Chapati-Two »



● Cerise et le professeur Nimbus interrogent Victorine.

Article du journal *La Meuse-Verviers* à l'occasion de la 100^e émission de Radio-Verviers, 18 novembre 1981, p. 3.

Plus de quarante associations verviétoises se partagent l'impressionnante grille horaire et se succèdent au micro, avec l'aide de trois cents collaborateurs bénévoles. Ils sont à la fois assommés de deux pages de recommandations techniques et priés simultanément « d'aller à l'émission tout guilleret, en sifflotant, l'âme à l'aise, une fleur dans les cheveux, le sourire aux lèvres et plein d'oiseaux dans la tête... si possible »⁴. Le quotidien *La Wallonie* collabore au programme en publiant la grille-horaire de la radio et en transmettant des informations, puisque tout est en direct désormais.

Ce nouveau départ, prometteur de longues heures d'émission pendant de nombreux mois encore, est aussi le chant du cygne en raison du contexte rappelé plus haut. La résistance par les ondes a fait place à une lourde machine fédérant tout le

milieu associatif verviétois, certes, mais qui aura bien du mal à faire le poids face au professionnalisme de Radiolène d'une part, du privé de l'autre. Resteront, pour tous les aventuriers et aventurières de cette épopée militante, de superbes souvenirs et de beaux moments – interviews d'ancien.ne.s du textile ou du chanteur verviétois Pierre Rapsat, par exemple... – depuis les caves de la FGTB d'Eupen, de l'ancienne usine Sabel et du sous-sol de la Galerie des Deux places.

Sous l'étiquette de Radio Barcarolle, la radio libre verviétoise se maintiendra encore quelques mois, avec des équipes renouvelées, après s'être installée dans les locaux désaffectés de l'ancien magasin coopératif de Lambermont⁵ situé sur les hauteurs de la ville. ●

Notes de fin d'article

1. *Dossier Radio-Verviers*. Archive personnelle de l'auteur.
2. Qui abrita ensuite les établissements Lamy puis, après rénovation, des bureaux du Ministère des finances.
3. *La Meuse*, 18 novembre 1981.
4. *Dossier Radio-Verviers*. Archives personnelles de l'auteur.
5. Magasin n° 316, rue de la Coopération, 8 à Verviers.

Pour citer cet article

JORIS F.,
L'expérience de *Radio-Verviers* de 1979 à 1982
Dynamiques. Histoire sociale en revue, n°28 : Écoutez les aventures et mésaventures
des radios libres. Volet II : Cinq récits de radios libres, locales et militantes
octobre 2025, mis en ligne le 15 octobre 2025,
www.carhop.be